

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet: nr. 367-1

Zitting 2007-2008 Stukken van het Parlement – Verslag, nr.367-2 Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/15468]

**1^{er} FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1988 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
ANNEE BUDGETAIRE 1988**

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1988, s'élèvent à 1.883.300.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	18.400.000
- opérations de capital : 1.864.900.000	

Article 2

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 62.500.000 francs et une diminution de -82.800.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 2.003.169.982 francs.

Article 3

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1988 s'élève à 3.866.169.982 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	18.400.000
- opérations de capital :	3.847.769.982

Article 4

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.462.315.351 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	18.400.000
- opérations de capital :	1.443.915.351

Article 5

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.403.854.631 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1989	Crédits à annuler
Opérations courantes	0	0
Opérations de capital	2.403.854.631	0

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).

CHAPITRE II
Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Article 6

Les recettes budgétaires de l'année 1988 s'élèvent à 38.560.272.895 francs (Tableau annexe II, colonne 2).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes courantes :	33.850.243.555
- recettes de capital :	4.710.029.340

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Article 7

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1988 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnancement des dépenses de la manière suivante :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	32.680.100.000	18.400.000	32.698.500.000
Dépenses de capital	3.089.400.000	1.558.800.000	4.648.200.000
TOTAL	35.769.500.000	1.577.200.000	37.346.700.000

(Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

Article 8

Ces autorisations de dépenses ont été :

- modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (Tableau annexe III).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	1.212.200.000	0	1.212.200.000
Dépenses de capital	-27.000.000	-42.300.000	-69.300.000
TOTAL	1.185.200.000	-42.300.000	1.142.900.000

Article 9

- Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1988 s'élève à 44.747.337.694 francs (Tableau annexe III, colonne 1 à 7).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	37.650.494.918	18.400.000	37.668.894.918
Dépenses de capital	3.510.748.678	3.567.694.098	7.078.442.776
TOTAL	41.161.243.596	3.586.094.098	44.747.337.694

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 10**

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1988 se montent à 37.487.096.895 francs (Tableau annexe III, colonne 7), se répartissant entre :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
<u>Dépenses courantes</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 1, 2, 5)	2.097.132.931	5.294.162	2.102.427.093
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 1, 2, 5)	31.006.802.458	5.478.822	31.012.281.280
TOTAL (1)	33.103.935.389	10.772.984	33.114.708.373
<u>Dépenses de capital</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 3, 4, 6)	209.194.014	591.914.364	801.108.378
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 3, 4, 6)	2.551.496.911	1.019.783.233	3.571.280.144
TOTAL (2)	2.760.690.925	1.611.697.597	4.372.388.522
TOTAL (1) + (2)	35.864.626.314	1.622.470.581	37.487.096.895

Article 11

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 37.468.881.432 francs dont :

- 35.846.410.851 francs pour les crédits non dissociés (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).
- 1.622.470.581 francs pour les crédits d'ordonnancement (Tableau annexe III, colonnes 2, 4).

Article 12

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 18.215.463 francs dont :

- 18.215.463 francs de crédits non dissociés;
- 0 francs de crédits d'ordonnancement;

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).

§ 4 Règlement des crédits**Article 13**

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 9) et les opérations imputées (article 10) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1988 de 7.260.240.799 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits répartis	41.161.243.596	3.586.094.098	44.747.337.694
Opérations imputées	35.864.626.314	1.622.470.581	37.487.096.895
Excédent de crédit	5.296.617.282	1.963.623.517	7.260.240.799

Article 14

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1988 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 4.251.423 francs dont :

- pour les crédits non dissociés : 4.251.423 francs.
- pour les crédits d'ordonnancement : 0 francs.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau annexe IV.

Article 15

Par suite des dispositions contenues dans les articles 13 et 14, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1988 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits à annuler	626.983.371	7.627.016	634.610.387
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1989	4.673.885.334	1.955.996.501	6.629.881.835
TOTAL	5.300.868.705	1.963.623.517	7.264.492.222

(Tableau annexe III, colonne 7).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1989 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	1.076.896.863	0	1.076.896.863
Dépenses de capital	305.276.171	1.955.996.501	2.261.272.672
TOTAL	1.382.173.034	1.955.996.501	3.338.169.535

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1988**Article 16**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1988 se présente comme suit :

(en francs)

Opération courantes

Recettes	33.850.243.555
Dépenses	33.114.708.373
Excédent de recettes	735.535.182

Opération de capital

Recettes	4.710.029.340
Dépenses	4.372.388.522
Excédent de recettes	337.640.818

Opération réunies

Recettes	38.560.272.895
Dépenses	37.487.096.895
En conclusion, compte non tenu du résultat de la section particulière, les recettes excèdent les dépenses de	1.073.176.000
Et comme le solde fin de l'année budgétaire 1987 s'élevait à	-3.098.624.705
Le solde fin de l'année budgétaire 1988 s'élève à	-2.025.448.705

CHAPITRE III
Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Article 17

Les décrets budgétaires de l'année 1988 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

(en francs)

- Recettes	12.176.200.000
- Dépenses	10.448.600.000

(Tableau annexe V, colonnes 1, 2).

Article 18

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1988 s'élevait à 2.014.989.254 francs.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 12.486.333.627 francs.

Total disponible pour les dépenses de l'année 1988 : 14.501.322.881 francs.

(Tableau annexe V, colonnes 3, 7).

Article 19

Les dépenses imputées s'élèvent à 12.413.170.200 francs (Tableau annexe V, colonne 4).

Ce montant comprend 0 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe V, colonne 5).

Article 20

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 73.163.427 francs (Tableau annexe V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1988, tel que déterminé à l'article 18, et des dépenses reprises à l'article 19, le solde disponible au 31 décembre 1988 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 2.088.152.681 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1989.

**DEUXIEME PARTIE OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DU BUDGET
DU COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES**

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

**CHAPITRE I^{er}
Année courante**

Article 21

Référence budgétaire : décret du 17 juin 1988 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1988 - article 37.

146^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1988 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	491.100.000
recettes imputées:	497.354.714
différence:	-6.254.714
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	512.860.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	512.860.000
dépenses imputées :	473.549.916
excédent de crédits à annuler :	39.310.084
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1988 se résume comme suit :	
recettes :	497.354.714
dépenses :	473.549.916
excédent de recettes :	23.804.798

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 1^{er} février 2008.

M. ARENA,
Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,
Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,
Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,
Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—
Note

(1) Session 2006-2007

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 368-1

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n°368-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

TABLEAUX

- I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. - RECETTES**
 - A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL**
 - B. - VENTILATION**
- III. - DEPENSES**
- IV. - DEPASSEMENTS DE CREDITS**
- V. - SECTION PARTICULIERE**

TABLEAU I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

	Dépenses courantes (1)	Dépenses de capital (2)	Dépenses totales (3)
Budgets initiaux	18.400.000	1.864.900.000	1.883.300.000
Ajustements des crédits :			
Augmentations	0	62.500.000	62.500.000
Diminutions	0	-82.800.000	-82.800.000
Crédits reportés de l'année précédente	0	2.003.169.982	2.003.169.982
Total des crédits	18.400.000	3.847.769.982	3.866.169.982
Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	18.400.000	1.443.915.351	1.462.315.351
Règlement des crédits :			
Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	0	2.403.854.631	2.403.854.631
- Crédits reportés	0	2.403.854.631	2.403.854.631
- Crédits à annuler	0	0	0
Crédits définitifs de l'année	18.400.000	1.443.915.351	1.462.315.351

TABLEAU II. A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL

	Recettes imputées (1)
TITRE I : RECETTES COURANTES	33.850.243.555
TITRE II : RECETTES DE CAPITAL	4.710.029.340
RECETTES TOTALES	38.560.272.895

TABLEAU II.B. - RECETTES

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés et Recettes imputées	Différence entre prévisions et réalisations	
			-	+
RECETTES COURANTES				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.01	26.084.800.000	25.640.400.000	-444.400.000	0
2. Dotation relative au paiement des soldes des années antérieures Art. 46.03	657.100.000	657.100.000	0	0
3. Ristournes d'impôts visées au § 2 de l'art. 9 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.04	3.874.600.000	5.549.606.000	0	1.675.006.000
4. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.05	1.938.400.000	1.860.650.000	-77.750.000	0
5. Produits divers Art. 06.02	60.000.000	19.384.315	-40.615.685	0
6 vente de bien non durables et de services Art. 06.01	0	8.759.383	0	8.759.383
7 Remboursements des traitements, salaires et allocations Art. 11.01	0	90.221.829	0	90.221.829
8 Avances de fonds Art. 12.01	0	24.122.028	0	24.122.028
TOTAL des recettes courantes	32.614.900.000	33.850.243.555	-562.765.685	1.798.109.240
RECETTES DE CAPITAL				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.01	4.485.000.000	4.487.200.000	0	2.200.000
2. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.02	215.000.000	215.200.000	0	200.000
3. Vente d'immeubles Art. 76.01		7.500.000	0	7.500.000
4. Vente d'autres biens patrimoniaux Art. 76.02		129.340	0	129.340
5. Recettes diverses patrimoniales Art. 06.01			0	0
TOTAL des recettes de capital	4.700.000.000	4.710.029.340	0	10.029.340
TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	37.314.900.000	38.560.272.895	-562.765.685	1.808.138.580

TABLEAU III. - DEPENSES

Nature des dépenses et nature des crédits		Dépenses courantes		Dépenses de capital		Total dépenses de capital (6)	Total général (7)
		Crédits non dissociés (1)	Crédits d'ordonnancement (2)	Crédits non dissociés (3)	Crédits d'ordonnancement (4)		
Crédits initiaux		32.680.100.000	18.400.000	3.089.400.000	1.558.800.000	32.698.500.000	4.648.200.000
Ajustements	Augmentations	1.313.100.000	0	58.800.000	90.500.000	1.313.100.000	149.300.000
	Diminutions	-100.900.000	0	-85.800.000	-132.800.000	-100.900.000	-218.600.000
Crédits ouverts		33.892.300.000	18.400.000	3.062.400.000	1.516.500.000	33.910.700.000	4.578.900.000
Crédits reportés de l'année 1987		3.758.194.918	0	448.348.678	2.051.194.098	3.758.194.918	2.499.542.776
Total		37.650.494.918	18.400.000	3.510.748.678	3.567.694.098	37.668.894.918	7.078.442.776
Crédits complémentaires à allouer par le décret de comptes pour dépenses faites au-delà des crédits		4.251.423	0	0	0	4.251.423	0
Crédits totaux		37.654.746.341	18.400.000	3.510.748.678	3.567.694.098	37.673.146.341	7.078.442.776
Dépenses totales		33.103.925.389	10.772.984	2.760.690.925	1.611.597.597	33.114.708.373	4.372.388.522
Dépenses imputées effectuées	au cours de l'année antérieure	2.097.132.931	5.294.162	209.194.014	591.914.364	2.102.427.093	801.108.378
	au cours de l'année	31.006.802.458	5.478.822	2.551.496.911	1.019.783.233	31.012.281.280	3.571.280.144
Paiements non régularisés au 31/12/88		16.286.397	0	1.929.066	0	16.286.397	1.929.066
Montants		4.550.810.952	7.627.016	750.057.753	1.955.996.501	4.558.437.968	2.706.054.254
Soldes des crédits		585.195.176	7.627.016	41.788.195	0	592.822.192	41.788.195
Credits à reporter à l'année 1988		3.965.615.776	0	708.269.558	1.955.996.501	3.965.615.776	2.664.266.059

TABLEAU IV Dépassements de crédits de l'année budgétaire 1988

NUMEROS ET LIBELLES DES ARTICLES	Montant des dépassements
TITRE I: Dépenses courantes	
Crédits reportés	
Secteur "Cabinets de l'Exécutif"	
<u>Section 01</u> Dépenses de cabinet du Ministre-Président de l'Exécutif	
Chapitre I Dépenses de consommation	
§ 1 Salaires et charges sociales	
<i>ART. 11.02</i> Dépenses et indemnités du personnel de cabinet	
11. Communauté française	33.744
<u>Section 62</u> Promotion et diffusion artistiques	
Chapitre I Dépenses de consommation	
<i>ART. 12.40</i> Dépenses de toute nature relative à la promotion, à la recherche, à la création et à la diffusion théâtrales	
11. Communauté française	39.000
TOTAL DES CREDITS REPORTES	72.744
Crédits de l'année	
Secteur "Cabinets de l'Exécutif"	
<u>Section 02</u> Dépenses de cabinet du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales	
Chapitre I Dépenses de consommation	
§ 1 Salaires et charges sociales	
<i>ART. 11.02</i> Dépenses et indemnités du personnel de cabinet	
11. Communauté française	512.383
Secteur "Infrastructure et Patrimoine"	
<u>Section 36</u> Affaires générales	
Chapitre I Dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services)	
§ 1 Salaires et charges sociales	
<i>ART. 11.03</i> Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail - en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès - ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	
11. Communauté française	3.221.806

Section 36 Affaires générales	
Chapitre I Dépenses de consommation (dépenses courantes pour biens et services)	
§ 1 Salaires et charges sociales	
ART. 11.03 Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail - en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès - ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	
12. Région de langue française	104.490
Secteur "Culture"	
Section 62 Promotion et diffusion artistiques	
Chapitre III Transfert de revenus à destination d'autres secteurs	
ART. 32.04 Subventions aux jeunes compagnies professionnelles	
12. Région de langue française	330.000
Secteur "Enseignement et Formation"	
Section 83 Enseignement et formation artistiques	
Chapitre IV Transfert de revenus à l'intérieur du secteur public	
ART. 44.05 Subventions-traitements aux établissements d'enseignement artistique libres subventionnés	
12. Région de langue française	10.000
TOTAL DES CREDITS DE L'ANNEE	4.178.679
TOTAL GENERAL (TITRE I)	4.251.423

TABLEAU V. - SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées			Soldes		
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Total (4)	Dépenses	Différence entre recettes et dépenses (6)	Au 01/01/1988 (7)	Au 31/12/1988 (8)
Culture française	10.805.300.000	9.088.600.000	10.911.040.563	10.893.546.363	0	17.494.200	1.559.271.532	1.576.765.732
Education nationale	1.370.900.000	1.360.000.000	1.575.293.064	1.519.623.837	0	55.669.227	455.717.722	511.386.949
TOTALX	12.176.200.000	10.448.600.000	12.486.333.627	12.413.170.200	0	73.163.427	2.014.989.254	2.088.152.681

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/15468]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting
van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

EERSTE GEDEELTE DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 1988

HOOFDSTUK 1
Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting

Artikel 1

Oorspronkelijke vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1988 , bedragen 1.883.300.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3)

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	18.400.000
- kapitaalverrichtingen :	1.864.900.000

Artikel 2

De oorspronkelijke vastleggingskredieten werden :

- gewijzigd door de aanpassing, overeenkomstig de aanpassingsdecreten, die een verhoging veroorzaakt van 62.500.000 frank en een vermindering van -82.800.000 (Tabel bijlage I, kolom 3).
- aangevuld door de kredietoverdracht verricht krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Tabel bijlage I, kolom 3), ten bedrage van 2.003.169.982 frank.

Artikel 3

Het totaal van de vastleggingskredieten die beschikbaar zijn voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1988 bedraagt 3.866.169.982 frank (Tabel bijlage I, kolom 3) , onderverdeeld als volgt :

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	18.400.000
- kapitaalverrichtingen :	3.847.769.982

Artikel 4

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen (Tabel bijlage I, kolom 3) 1.462.315.351 frank.

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	18.400.000
- kapitaalverrichtingen :	1.443.915.351

Artikel 5

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 2.403.854.631 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit :

	Naar het jaar 1989 over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten
Lopende verrichtingen	0	0
Kapitaalverrichtingen	2.403.854.631	0

(Tabel bijlage I, kolommen 1, 2).

HOOFDSTUK II
Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 6**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1988 bedragen 38.560.272.895 frank (Tabel bijlage II, kolom 2).

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende ontvangsten :	33.850.243.555
- kapitaalontvangsten :	4.710.029.340

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 7**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1988 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnancering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	32.680.100.000	18.400.000	32.698.500.000
Kapitaaluitgaven	3.089.400.000	1.558.800.000	4.648.200.000
TOTAAL	35.769.500.000	1.577.200.000	37.346.700.000

(Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Artikel 8

Die uitgavenmachtigingen werden :

- gewijzigd bij de aanpassing krachtens de aanpassingsdecreten (Tabel bijlage III).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	1.212.200.000	0	1.212.200.000
Kapitaaluitgaven	-27.000.000	-42.300.000	-69.300.000
TOTAAL	1.185.200.000	-42.300.000	1.142.900.000

Artikel 9

- Het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1988 bedraagt 44.747.337.694 frank (Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	37.650.494.918	18.400.000	37.668.894.918
Kapitaaluitgaven	3.510.748.678	3.567.694.098	7.078.442.776
TOTAAL	41.161.243.596	3.586.094.098	44.747.337.694

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 10**

De uitgaven ten laste van het begrotingsjaar 1988 bedragen 37.487.096.895 frank (Tabel bijlage III, kolom 7), onderverdeeld onder :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven - betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 1, 2, 5) - betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 1, 2, 5)	2.097.132.931 31.006.802.458	5.294.162 5.478.822	2.102.427.093 31.012.281.280
TOTAAL (1)	33.103.935.389	10.772.984	33.114.708.373
- Kapitaaluitgaven betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 3, 4, 6) betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 3, 4, 6)	209.194.014 2.551.496.911	591.914.364 1.019.783.233	801.108.378 3.571.280.144
TOTAAL (2)	2.760.690.925	1.611.697.597	4.372.388.522
TOTAAL (1) + (2)	35.864.626.314	1.622.470.581	37.487.096.895

Artikel 11

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 37.468.881.432 frank, onderverdeeld in :

- 35.846.410.851 frank niet-gesplitste kredieten (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3).
- 1.622.470.581 frank ordonnanceringskredieten (Tabel bijlage III, kolommen 2, 4).

Artikel 12

Voor de uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd, ten bedrage van 18.215.463 frank, onderverdeeld in :

- 18.215.463 frank niet-gesplitste kredieten;
- 0 frank ordonnanceringskredieten;

wordt artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3) toegepast.

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 13**

De vergelijking tussen de per decreet verdeelde kredieten (artikel 9) en de aangerekende verrichtingen (artikel 10) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1988 van 7.260.240.799 frank.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Verdeelde kredieten	41.161.243.596	3.586.094.098	44.747.337.694
Aangerekende verrichtingen	35.864.626.314	1.622.470.581	37.487.096.895
Kredietoverschot	5.296.617.282	1.963.623.517	7.260.240.799

Artikel 14

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1988 boven of buiten de kredieten te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend ten bedrage van 4.251.423 frank waaronder :

- voor niet-gesplitste kredieten : 4.251.423 frank.
- voor ordonnanceringskredieten : 0 frank.

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in Tabel bijlage IV.

Artikel 15

Ingevolge de bepalingen vervat in de artikelen 13 en 14 omvat het bedrag van de kredieten die beschikbaar zijn op 31 december 1988 :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Te annuleren kredieten Naar het begrotingsjaar 1989 over te dragen kredieten	626.983.371 4.673.885.334	7.627.016 1.955.996.501	634.610.387 6.629.881.835
TOTAAL	5.300.868.705	19.963.623.517	7.264.492.222

(Tabel bijlage III, kolom 7).

Het deel dat met de kredieten van het jaar 1989 samen te voegen is bedraagt :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	1.076.896.863	0	1.076.896.863
Kapitaaluitgaven	305.276.171	1.955.996.501	2.261.272.672

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1988**Artikel 16**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1988 wordt voorgesteld als volgt :

(in frank)

Lopende verrichtingen

Ontvangsten	33.850.243.555
Uitgaven	33.114.708.373
Ontvangstenoverschot	735.535.182

Kapitaalverrichtingen

Ontvangsten	4.710.029.340
Uitgaven	4.372.388.522
Ontvangstenoverschot	337.640.818

Verbonden verrichtingen

Ontvangsten	38.560.272.895
Uitgaven	37.487.096.895
Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met	1.073.176.000
En daar het saldo van het begrotingsjaar 1987 bedroeg	-3.098.624.705
Saldo van het begrotingsjaar 1988	-2.025.448.705

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 17**

De begrotingsdecreten van het jaar 1988 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt :

(in frank)

- Ontvangsten	12.176.200.000
- Uitgaven	10.448.600.000

(Tabel bijlage V, kolommen 1, 2).

Artikel 18

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1988 bedroeg 2.014.989.254 frank.

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 12.486.333.627 frank.

Beschikbaar totaal van het jaar 1988 voor de uitgaven : 14.501.322.881 frank.

(Tabel bijlage V, kolommen 3, 7).

Artikel 19

De aangerekende uitgaven bedragen 12.413.170.200 frank (Tabel bijlage V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 0 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage V, kolom 5) wordt toegepast.

Artikel 20

Het verschil tussen de gekregen ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt 73.163.427 frank (Tabel bijlage V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1988 , zoals bepaald in artikel 18, en met de uitgaven vermeld in artikel 19, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1988 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 2.088.152.681 frank.

Het wordt naar het begrotingsjaar 1989 overgedragen.

**TWEEDE GEDEELTE VERRICHTINGEN GEDAAN TER UITVOERING VAN DE BEGROTING
VAN HET COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR INTERNATIONALE BETREKKINGEN**

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting.

**HOOFDSTUK I
Lopend jaar**

Artikel 21

Begrotingsverwijzing : decreet van 17 juni 1988 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap van het begrotingsjaar 1988 - artikel 37.

146^e boek van het Rekenhof deel II

De eindregeling van de begroting van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen voor het jaar 1988 wordt vastgesteld als volgt :

a) ontvangsten voorzien door het begrotingsdecreet :	491.100.000
aangerekende ontvangsten :	497.354.714
verschil :	-6.254.714
b) uitgaven :	
kredieten toegekend bij het begrotingsdecreet :	512.860.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	0
Total van de kredieten :	512.860.000
Aangerekende uitgaven :	473.549.916
kredietoverschot te annuleren :	39.310.084
c) samenvatting : Het eindresultaat van het beheersjaar 1988 wordt samengevat als volgt :	
ontvangsten :	497.354.714
uitgaven :	473.549.916
ontvangstenoverschot :	23.804.798

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,
Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement. –Ontwerp van decreet nr. 368-1

Zitting 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr.368-2

Integraal verslag – Bespreking en aanneming – Zitting van 22 januari 2008.